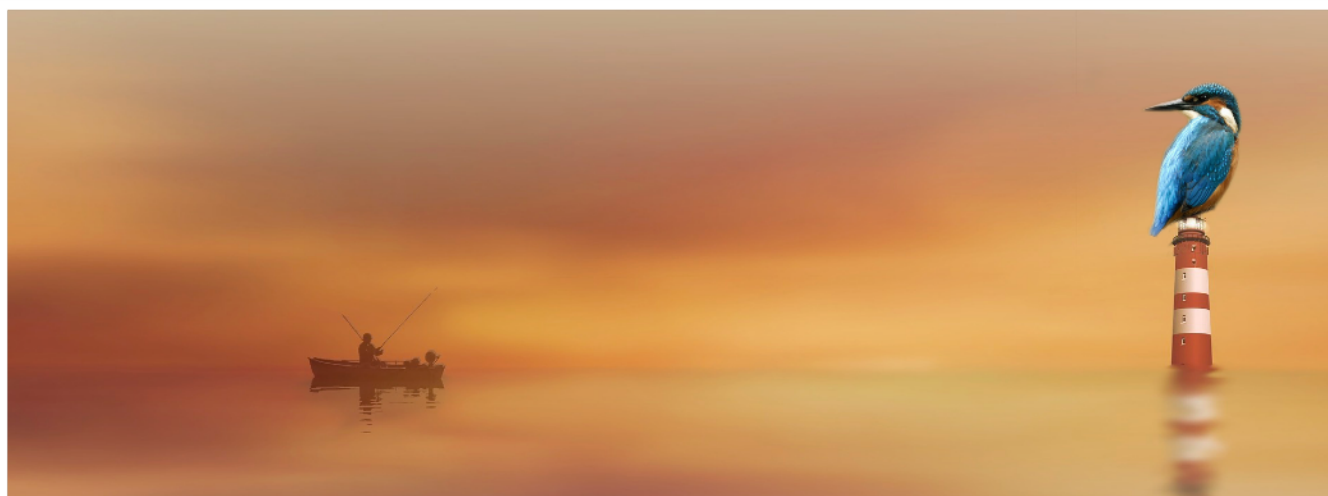


La Rubrique du Malin Pêcheur



L'Autonomie, suite.

Toute la difficulté est de faire en sorte que ces multiples options soient capables, plutôt que de se juger et de se condamner a priori, de se laisser le temps de l'écoute mutuelle et du respect, pour apprendre les unes des autres. Récusant une logique de la généralisation et de l'abstraction, l'autonomie inscrit le politique dans la singularité des expériences et dans le processus d'une réalité vivante de l'agir. En cela aussi, l'autonomie est incompatible avec les logiques constitutives de l'État centralisé et jacobin.

La grande peur des pouvoirs en place partout en Occident, c'est que ces expériences de l'autonomie puissent découvrir que les personnes peuvent se gouverner en mieux et toutes seules par elles-mêmes. En réalité, les gens ordinaires, sont capables de se gouverner eux-mêmes. Il en découle, pour tous les experts auto-proclamés de la politique, comme pour les "élites" énarques et autres formats "Young Global Leaders", la fâcheuse révélation de leur inutilité.

Dans son discours du 7 septembre 1789, Sieyès disait : *"Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État représentatif ; ce serait un État démocratique. Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants."*

Combien de fois, dans votre vie, vous avez entendu rabâcher que la France était une démocratie ? C'est constamment que les politiques et les manipulateurs de l'opinion publique, comme les journalistes radoteurs, nous rappellent sans cesse qu'on est "en démocratie" ! Nous n'avons jamais été en démocratie en France : c'est écrit noir sur blanc dans les textes fondateurs de la République française, comme ce texte de Sieyès l'exprime si lumineusement. Vous avez déjà rencontré un politique ou un journaliste cultivé qui connaîtrait vraiment l'histoire ?

Personnellement je n'ai jamais rencontré ce type de personne ni dans la caste des guignols de la politique ni dans celle des arriérés mentaux du journalisme "élitiste" !

La Rubrique du Malin Pêcheur

Pour Hegel, c'est le propre du peuple que de n'être pas en condition de se gouverner par lui-même : étant "la partie qui ne sait pas ce qu'elle veut", il doit, du fait de son ignorance, s'en remettre aux "fonctionnaires supérieurs", seuls capables d'agir dans l'intérêt général. Pour Hegel, "savoir ce que l'on veut (...) cela est le fruit d'une connaissance et d'une intelligence profondes, qui justement ne sont pas ce qui caractérise le peuple (...) (les hauts fonctionnaires, énarques et autres), ou "fonctionnaires supérieurs" possèdent nécessairement une intelligence supérieure plus profonde et plus vaste de la nature des institutions et des besoins de l'État et en plus une habileté et une habitude plus grandes de ces affaires", *Philosophie du Droit*, 301, cité par Weil Éric, *Hegel et l'État*, Paris, Vrin, 2002, p. 65.



En résumé, selon ces grands penseurs qui font référence, le peuple est stupide, débile, arriéré, voir ignorant et sot, par conséquent "inutile" ou "substituable" ! Voilà sur quoi sont basées les postures d'arrogance des dominants qui se croient "supérieurs" aux dominés, avec le droit "naturel" de les tyranniser à souhait !

Aujourd'hui, le pouvoir des experts n'a fait que s'amplifier à cause de cette posture. Qu'ils soient les serviteurs de la planification étatique ou portés à favoriser la religion de

marché, ils sont les agents du monde de l'Économisme marchand, de l'aménagement des territoires et du dressage des populations qui doivent se soumettre. Dans ce contexte, les mécanismes dits "démocratiques" assurant le choix des gouvernants et des représentants ne font que légitimer un dessaisissement total de la souveraineté collective.

L'État n'est pas autre chose qu'un appareil de capture de la puissance collective - laquelle n'est dénommée "souveraineté" et située en principe dans le peuple que pour mieux garantir que ce dernier en soit pratiquement dépossédé. L'État est donc cette machine à consolider la séparation entre gouvernants et gouvernés, à produire l'absence du peuple, afin d'accroître sa soumission à des normes de vie hétéronomes, qui sont, aujourd'hui, celles du monde de l'Économie ultra libérale. En résumé, l'Etat est une organisation mafieuse qui s'est imposée à toutes les autres organisations mafieuses, qu'il a réussi à criminaliser et à éliminer, lui-même étant par conséquent le pire des criminels et la pire des mafias.

(Sur l'incompatibilité entre État et démocratie, voir Abensour Miguel, *La démocratie contre l'État. Marx et le moment machiavélien*, Paris, Le Félin, 2004 et *Pour une philosophie politique critique*, Paris, Sens & Tonka, 2009. Voir également Clastres Pierre, *La société contre l'État*, Paris, Minuit, 1974).

L'autonomie a pour base la capacité de tous et de toutes à se gouverner ; elle part de l'art de "faire par nous-mêmes" et, dit encore Jérôme Baschet, "d'une dignité partagée qui récuse toute suspicion d'incompétence ou d'ignorance, utilisée pour justifier dépossession et mise à l'écart.

La Rubrique du Malin Pêcheur

Elle est le déploiement de la puissance collective à s'auto-organiser conformément à des formes de vie éprouvées comme propres. Elle est lutte permanente pour éviter que ceux qui occupent temporairement des charges de gouvernement ne se dissocient de l'univers de vie partagé. C'est en ce sens que l'autonomie est une politique non étatique ; et c'est pourquoi on peut caractériser les conseils de bon gouvernement des territoires autonomes zapatistes comme des formes non étatiques de gouvernement."

"Nous gouverner nous-mêmes" ne saurait avoir de portée émancipatrice que si la puissance collective peut déployer des formes de vie débarrassées des logiques capitalistes, mais aussi de toutes autres modalités d'oppression et de domination. Alors, les tâches de ce que l'on peut appeler auto-gouvernement s'avèrent d'une nature toute différente de ce qu'elles sont dans le monde de l'État et de l'Économie.

"Toute la farce des mystères de l'État et les prétentions de l'État furent éliminées par les conseils, formés essentiellement de simples paysans... qui réalisaient leurs tâches publiquement, humblement, à la lumière du jour, sans prétention d'infailibilité, sans se cacher derrière les fastes ministériels, sans

avoir honte de confesser leurs erreurs et de les corriger. Ils transformaient les fonctions publiques en fonctions réelles des communautés, au lieu qu'elles soient les attributs occultes d'une caste spécialisée."

C'est la description que faisait Marx de la Commune de Paris et qui s'applique parfaitement aux instances autonomes du Chiapas. Notre modèle à nous c'est la Commune de Paris : on pourra en parler explicitement dans d'autres articles. La Commune de Paris a été réprimée et exterminée dans le feu et le sang par le pouvoir de l'État jacobin. Les communards n'étaient pas préparés, contrairement aux Zapatistes du Chiapas, à l'action armée immédiate et en grand nombre, contre toute répression policière de l'État mafieux.

Le siège d'un conseil de bon gouvernement, c'est une petite maison en bois - ornée de peintures murales - avec, à l'intérieur, une table, quelques bancs, des images au mur témoignant d'échanges avec d'autres expériences rebelles et un ou deux ordinateurs, d'ailleurs épisodiquement connectés. Cette absence du moindre signe d'administration indique que l'on est à des années lumières de structures susceptibles de mettre en œuvre un véritable gouvernement étatique des populations.

"L'autonomie est une politique située, inscrite dans la particularité des territoires et des manières de les habiter ; et c'est pourquoi elle est aussi une politique de la multiplicité. Elle est nécessairement localisée, puisqu'elle part de la réalité singulière des communautés et des communes, et y revient toujours. Mais elle n'est pas pour autant seulement locale, car son principe peut s'étendre partout, sous des formes chaque fois spécifiques.



La Rubrique du Malin Pêcheur



Surtout, les communautés et les communes peuvent se coordonner ou se fédérer (comme le font les zapatistes avec les conseils de bon gouvernement, ou selon d'autres modalités), pour équilibrer leurs ressources, s'enrichir de leurs échanges, prendre des décisions d'intérêt partagé, réaliser certaines tâches communes ou encore affronter d'éventuels contentieux, qui ne sauraient disparaître comme par enchantement. L'expérience des zapatistes du Chiapas montre qu'il est possible d'échapper à la fausse alternative de l'asphyxie localiste et de l'universalisme abstrait. En appelant de leurs vœux "un monde où il y ait place pour de nombreux mondes", ils désignent un horizon de rencontres dont la dimension planétaire n'a de sens qu'à condition d'être pensée à partir de la spécificité des lieux et de la multiplicité des expériences."

(Cf., Jérôme Baschet « Auto-gouvernement populaire et auto-détermination des manières de vivre », *Terrains/Théories [En ligne]*, 13 | 2021, mis en ligne le 03 juin 2021, consulté le 22 mars 2022.

<http://journals.openedition.org/teth/3519>; DOI: <https://doi.org/10.4000/teth.3519>)

L'autonomie n'est pas seulement une politique sans l'État, mais bien une politique contre l'État, non seulement parce qu'elle en est l'opposé mais aussi parce qu'elle implique des mécanismes qui éloignent volontairement tout processus étatique en soi. L'État organise et impose d'en haut et dans l'abstraction, ses directives. Dans l'auto-gouvernement, les décisions partent d'en bas, des lieux et de leurs mémoires spécifiques, de la réalité des collectifs, de leur capacité à faire ensemble et à s'ouvrir à la pluralité des mondes qui trouvent place dans le monde.

C'est l'étatisme qui assure la logique destructrice du capitalisme ultra libéral. Sans l'aide des appareils de l'Etat jacobin, le marchandisme ultra libéral n'aurait pas le pouvoir de destruction qu'il a aujourd'hui. La nécessité d'une politique non étatique peut ainsi être associée à une dynamique d'émancipation permettant d'échapper à la logique destructrice du productivisme capitaliste et, de cette manière, de rendre possible une vie digne, un "vivre bien" et un "vivre autrement" pour tous, sans rapports sociaux de domination et dans le respect des interdépendances constitutives du vivant.

(Cf., Baschet Jérôme, « Conception relationnelle de la personne, communauté et autonomie politique », in Rafanell i Orra Josep (coord.), *Itinérances*, Paris, Divergences, 2018, p. 24-41.)



La Rubrique du Malin Pêcheur



Bibliographie :

Abensour Miguel, La démocratie contre l'État. Marx et le moment machiavélien, Paris, Le Félin, 2004.

Pour une philosophie politique critique, Paris, Sens & Tonka, 2009.

Baronnet Bruno, Autonomía y educación indígena. Las escuelas zapatistas de la Selva Lacandona en Chiapas, México, Quito, Abya-Yala editores, 2012.

«En camino fuera del mundo del dinero. Apuntes sobre la autonomía zapatista», Herramienta, n° 57, 2015.

<http://www.herramienta.com.ar/revista-herramienta-n-57/en-camino-fuera-del-mundo-del-dinero-apuntes-sobre-la-autonomia-zapatista>.

“Quels espaces libérés pour sortir du capitalisme ?”

Baschet Jérôme, Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes, Paris, La Découverte, rééd. poche, 2016.

Baschet Jérôme, « Autonomie, indianité et anticapitalisme : l'expérience zapatiste », in Les Amériques indiennes face au néolibéralisme, Actuel Marx, n° 56, 2014, p. 23-39.

Baschet Jérôme, La rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire, Paris, Flammarion, « Champs », 2019 (nouvelle édition mise à jour, avec une postface inédite).

Clastres Pierre, La société contre l'État, Paris, Minuit, 1974.

Cossart Paula, « Se référer au passé pour faire du municipalisme libertaire une 'utopie réelle' », Terrains/Théories, 13, 2021.

EZLN, Cuadernos de texto de primer grado del curso “La Libertad según l@szapatistas”, s.l., 2013 (4 volumes : Gobierno autónomo I ; Gobierno autónomo II ; Resistencia autónoma ; Participación de las mujeres en el gobierno autónomo).

Holloway John, Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui, Paris-Montréal, Syllepses-Lux, 2007.

Wright Erik Olin, Utopies réelles, Paris, La Découverte, 2017,

Ecorev', n° 46, 2018, p. 87-96, ainsi que dans Basculements. Mondes émergents, possibles désirables, Paris, La Découverte, 2021.

Jean-Yves Jézéquel ■